

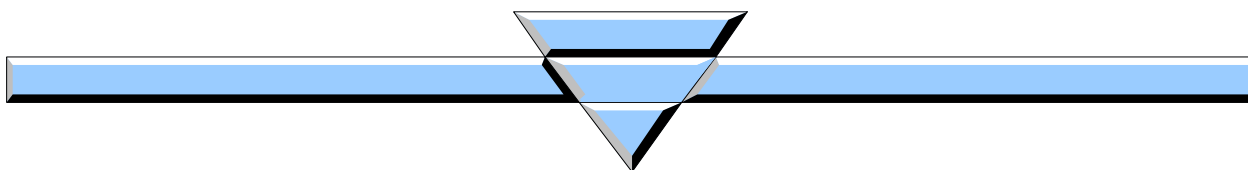


## MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES SUD-EST  
SECRETARIAT GENERAL / DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES

4, Traverse de Rabat - B.P. 121 - 13277 MARSEILLE Cedex 9

Tél. 04.91.40.88.00 - Fax: 04.91.40.84.82



# TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES POTEAUX EXISTANTS ET CREATION D'UN BARDAGE DES COURS DE PROMENADES A, B1, B2 ET C DE LA MAISON D'ARRET DE GRASSE

Date et heure limites de réception des offres :

**VENDREDI 5 FEVRIER 2021 à 13h00**

Remise des plis par voie électronique, par la plateforme PLACE, à  
l'adresse internet suivante :

[https://www.marches-  
publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=673387&orgAcronyme  
=d3f](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=673387&orgAcronyme=d3f)

## Règlement de la Consultation N° GRA-03/20 BIS

# Règlement de la Consultation

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION – POSSIBILITE DE NEGOCIATIONS	4
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.4.1. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.4.2. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	5
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
2.1 - DELAIS D’EXECUTION	5
2.2 - VARIANTES ET OPTIONS	6
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	6
2.5 – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	6
2.6 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE :	6
<b>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</b>	<b>7</b>
3.1 - MAITRISE D’ŒUVRE	7
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	7
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	7
3.4 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	7
3.5 - COORDINATION SSI	7
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E)</b>	<b>8</b>
4.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E.) :	8
4.2 - MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E.) :	9
<b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>9</b>
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	9
5.2 - VARIANTES	12
5.3 – PRODUITS, MATERIELS OU MATERIAUX	12
<b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>12</b>
6.1 – LES CRITERES INTERVENANT POUR LA SELECTION DES CANDIDATURES	12
6.2 – LES CRITERES RETENUS POUR LE JUGEMENT DES OFFRES SONT:	13
6.3 – FIN DE LA PROCEDURE	14
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>15</b>
7.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	15
7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	16
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>16</b>
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS OU DE DOCUMENTS	16

<b>8.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>17</b>
<b>8.3 – MODIFICATION DE DETAILS DU D.C.E.</b>	<b>17</b>
<b>8.4 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE</b>	<b>17</b>

# Règlement de la Consultation

## **Article premier : Objet et étendue de la consultation**

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE SPOTEAUX EXISTANTS ET CREATION D'UN BARDAGE DES COURS DE PROMENADES A, B1, B2 ET C DE LA MAISON D'ARRET DE GRASSE.**

**Lieu(x) d'exécution : Maison d'Arrêt de Grasse**

55, route des genêts, B.P. 44190, 06137 GRASSE

Secrétariat : 04.93.40.36.74 / Fax : 04.93.40.36.75

Courriel : [sec.ma-grasse@justice.fr](mailto:sec.ma-grasse@justice.fr)

Autre contact sur site : François GILLIOT, attaché , 04.93.40.36.71/06.23.99.35.99,

[francois.gilliot@justice.fr](mailto:francois.gilliot@justice.fr)

Xavier VILLEROY, Chef d'établissement, 04.93.40.36.77/06.32.23.48.42,

[xavier.villeroi@justice.fr](mailto:xavier.villeroi@justice.fr)

### **Réalisations de prestations similaires et/ou complémentaires :**

Les prestations pourront donner lieu à **un nouveau marché** pour la **réalisation de prestations similaires** qui seront exécutées par **l'attributaire du présent marché**. Le pouvoir adjudicateur se réserve alors la possibilité de passer un marché public **négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables** en vertu des articles R2122-7 et R2194-3 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les **trois ans** à compter de la notification du présent marché. Les prix de ce nouveau marché seront établis sur la base des prix mentionnés au D.P.G.F. du présent marché, actualisés selon les conditions prévues au C.C.A.P., ou sur des bases de prix comparables.

### 1.2 - Etendue de la consultation – Possibilité de négociations

La présente **procédure adaptée (MAPA)** est soumise aux dispositions de l'article L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la commande publique.

**Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant présenté une offre.** Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

Cette négociation pourra être réalisée – au choix du pouvoir adjudicateur – soit avec tous les candidats ayant présenté une offre n'ayant pas un caractère inappropriée, soit uniquement avec les 3 candidats obtenant la meilleure notation en application des critères de jugement des offres énoncés par l'article 6.2 du présent R.C.

Dans le cadre de cette négociation, les candidats concernés pourront être invités à présenter une nouvelle offre dans un délai fixé par la décision d'engagement des négociations et qui ne pourra excéder 8 jours calendaires à compter de l'envoi de décision d'engagement des négociations.

*NOTA : La décision d'engagement des négociations sera envoyée aux candidats admis à la négociation aux coordonnées de la personne « référente » de la consultation désignée dans l'Acte d'Engagement.*

*Toutefois, il est conseillé aux candidats de veiller à la régularité de leur offre, le pouvoir adjudicateur souhaitant éviter, dans la mesure du possible, d'avoir à réaliser une négociation.*

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations objet de la présente consultation est non alloti.

### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

#### 1.4.1. Dispositions générales

**En application des articles R. 2142-19 à 2142-24 et des articles R. 2142-26 à R. 2142-27 du Code de la Commande Publique**, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de

groupement d'entreprises, de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve de respecter les règles relatives à la concurrence.

*◇ Groupement conjoint : Le groupement revêt cette qualification lorsque chacun des prestataires membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations susceptibles de lui être attribuées dans le marché.*

*◇ Groupement solidaire : Le groupement revêt cette qualification lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.*

S'il est fait le choix de procéder à la formation d'un groupement conjoint, celui-ci devra néanmoins **désigner un mandataire solidaire** pour l'exécution du présent marché.

Dans les deux formes de groupements mentionnés, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme **mandataire**, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

**Le mandataire du groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public de chacun des membres du groupement pour l'exécution de ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.**

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. La personne publique se prononcera sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres agissant à la fois :

- en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements,
- en tant que membre de plusieurs groupements.

#### 1.4.2. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer **tous les sous-traitants connus lors de son dépôt**. Elle devra également indiquer les prestations (*et leur montant*) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600,00 euros T.T.C.

#### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<b><i>Classification principale</i></b>	<b><i>Classification secondaire</i></b>
45111100- Travaux de démolition 45000000- Travaux de construction 45330000- Travaux de plomberie	45110000- Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement 45112500- travaux de terrassement  45223100 - Assemblage de structures en métal

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués à l'acte d'engagement (article 3 de l'acte d'engagement). Ils ne peuvent être en aucun cas modifiés par les candidats. Ces délais s'inscrivent notamment dans le planning prévu par le maître d'œuvre en annexe du CCTP.

NOTA : A titre indicatif, **date prévisionnelle de notification du marché : mars 2021**

## 2.2 - Variantes et Options

### 2.2.1 – Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre strictement conforme au dossier de consultation (solution de base). Par précision du 2° de l'article R2151-8 du Code de la commande publique, **les variantes sont autorisées**.

*NOTA : la proposition de solutions techniques qui, tout en respectant les exigences fonctionnelles et techniques du CCTP, iraient au-delà des exigences et performances demandées au C.C.T.P. (plus-value technique) est admise et sera valorisée dans le cadre de l'appréciation du critère valeur technique (au titre de la qualité et performances des produits proposés). En revanche, la proposition de solutions techniques qui seraient en deçà des exigences et performances demandées au C.C.T.P. (moins-value technique) est interdite ; une telle dérogation au C.C.T.P. entraînerait l'irrégularité de l'offre.*

Toutefois, les concurrents peuvent proposer, en plus de leur solution de base (*offre entièrement conforme au dossier de consultation respectant l'ensemble des spécifications du C.C.T.P.*), **une ou plusieurs variantes** en application des articles R2151-8 et R2151-10 du code de la commande publique.

Dans ce cas (*variante[s]*), les candidats doivent expressément indiquer dans leur mémoire technique, les adaptations/modifications apportées par la ou les variantes aux spécifications techniques stipulées au C.C.T.P. tout en justifiant du respect des exigences minimales requises des variantes.

Chacune de ces variantes devra respecter les exigences minimales suivantes :

- les variantes pourront déroger au C.C.T.P., sous réserve que ces dérogations permettent une amélioration de la qualité (résistance, durée de vie, etc. par exemple), du délai de réalisation, du coût, des performances et/ou de la capacité des installations prévues par le C.C.T.P. ; aucune dérogation ne sera acceptée dans le sens d'une diminution des exigences de sécurité et de durabilité des installations
- en tout état de cause, les variantes devront respecter les contraintes techniques et fonctionnelles ainsi que les niveaux de performances résultant du C.C.T.P., faute de quoi elles seront écartées
- respect des contraintes inhérentes à la solidité et la pérennité de l'ouvrage d'une part, et à la sécurité d'autre part, et ce au regard des caractéristiques des locaux, de la zone climatique, des avoisinants et de l'ouvrage/installations à édifier ainsi que des normes en vigueur (D.T.U. et autres) correspondant aux solutions et procédés proposés

**Toute variante ne respectant pas ces exigences minimales sera écartée par le maître d'ouvrage.**

### 2.2.2 – Options

Sans objet

## 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur ressources propres - Ministère de la Justice - Budget Opérationnel de Programme n° 107 – Budget Investissement (Titre V)

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune prestation réservée.

## 2.6 - Confidentialité et mesures de sécurité :

Les candidats doivent assurer la confidentialité requise par le présent dossier et s'engagent à le retourner au plus tard à la date fixée pour la remise des offres. Ce dossier comporte également des mesures particulières de sécurité.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions de l'article 1.7 du cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **Article 3 : Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

#### **AXIOLIS**

210 avenue de Toulon  
13010 Marseille

La mission du maître d'œuvre contient les missions de faisabilité, diagnostic, conception, élaboration du DCE, et de suivi des travaux.

### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission O.P.C. est assurée par : **AXIOLIS**

### **3.3 - Contrôle technique**

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 04 janvier 1978 et du code de la construction et de l'habitation dans les conditions du C.C.A.P.

#### **SOCOTEC Construction**

Immeuble Mirabeau, 5 place des Frères Montgolfier  
Guyancourt - CS 20732  
78 182 SAINT QUENTIN EN YVELINES  
SIRET : 834 157 513 00922  
Tel : 01 30 12 87 00 ou 06.18.75.70.97 - Fax : NR (Agence Paris)  
Tel : 04.91.17.01.21 - Fax : NR (Agence Marseille)  
Courriel : [guillaume.bouaziz@socotec.com](mailto:guillaume.bouaziz@socotec.com) (Directeur commercial Paris)  
Courriel : [Alexandre.CHESNAIS@socotec.com](mailto:Alexandre.CHESNAIS@socotec.com) (Directeur commercial PACA)

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
L	Solidité des ouvrages et des équipements indissociables
LE	relative à la solidité des constructions existantes.
P1	relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.
VIEL	relative à la vérification initiale des installations électriques

### **3.4 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis à une **coordination sécurité et protection de la santé (S.P.S.) de Niveau III** au sens des articles L.4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants du code du travail.

#### **BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS**

37-39, Parc du Golf – CS 20512  
13 593 AIX EN PROVENCE Cedex 3  
SIRET : 790 182 786 00323  
Tel : 04.94.14.19.40 ou 04.42.37.25.61 (Valérie Guyard) – Fax : 04.93.48.70.71  
Courriel : [valerie.guyard@bureauveritas.com](mailto:valerie.guyard@bureauveritas.com) [guillaume.delalandre@bureauveritas.com](mailto:guillaume.delalandre@bureauveritas.com)

### **3.5 - Coordination SSI**

Sans objet



## **Article 4 : Contenu du dossier de consultation des entreprises (D.C.E)**

### **4.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (D.C.E.) :**

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- **Le règlement de la consultation** (R.C. n° GRA-03/20 BIS)
- **L'acte d'engagement** (A.E. n° GRA-03/20 BIS) et ses annexes (A.E., aux formats « .doc » et « .pdf »)
- **Le cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P. n° GRA-03/20 BIS) et son annexe (« Dispositions particulières applicables aux établissements pénitentiaires »)
- **Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire** (cadre de D.P.G.F. : 1 document au format .xls )
- **Le cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P. n° GRA-03/20 BIS) et ses annexes.

○ **Annexe 1 : Dossier de Plans / pièces graphiques \***

**ATTENTION : Ces documents en annexe 1 sont soumis à attestation de confidentialité (voir ci-après)**

- **Annexe 2 : Rapport Initial de Contrôle technique**
- **Annexe 3 : Plan général de coordination (P.G.C.) en matière de sécurité et de protection de la santé**
- **Annexe 4 : Rapport de diagnostic amiante avant travaux;**

- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009**
- **Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux**
- **Le dossier technique du titulaire ainsi que la décomposition du prix global et forfaitaire** (uniquement pour leurs éléments ne contredisant pas les pièces énumérées ci-dessus ; tout élément entrant en contradiction avec les stipulations des pièces énumérées ci-dessus est réputé nul et non écrit).

NOTA : Le D.C.E. comporte également un modèle de demande d'accès, un modèle de certificat de visite, une **attestation de confidentialité en vue de la remise de documents** ainsi que des formulaires facultatifs (DC1, DC2).

#### **PRECISIONS IMPORTANTES**

**Pour des raisons tenant à la sécurité pénitentiaire, l'annexe n° 1 (composé du dossier de plans et des pièces graphiques) au C.C.T.P. n'est pas contenue dans le D.C.E.** tel que mis à disposition sur simple demande ou par téléchargement à partir de la plate-forme PLACE (voir article 4.2 ci-dessous). Les annexes confidentielles seront **communiquées aux candidats qui en feront spécifiquement la demande** (demande à adresser par fax et/ou email à M MAYENCE, Mme ZAIDAT [voir coordonnées à l'article 8 ci-dessous] au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres ; cette demande devra être accompagnée **d'une copie recto-verso d'une pièce d'identité ainsi que de l'attestation de confidentialité** fournie dans le D.C.E. ; suite à une telle demande, ces annexes seront communiquées sur support électronique soit par envoi email, soit par lien de téléchargement, transmission qui interviendra au plus tard 2 jours ouvrés après la demande) et pourront également être consultables lors de la visite sur site.

**La signature de l'acte d'engagement vaut reconnaissance** par le candidat de la prise de connaissance, de l'analyse, de l'intégration à son offre et de l'**acceptation sans réserve** de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises (D.C.E.), y compris de toutes les annexes au C.C.T.P.

**Les indications (quantités, linéaires, ...) pouvant être mentionnées dans le cadre de DPGF sont données à titre indicatif** et n'exonèrent aucunement les titulaires des marchés de la réalisation de toutes les prestations résultant du C.C.T.P. **Il appartient aux candidats de vérifier ces indications et de les corriger si nécessaire.**

Il est précisé que **le C.C.T.P. n° GRA-03/20 BIS et ses annexes forment un ensemble** et que tous les candidats, quels que soient le ou les lots sur lesquels ils candidatent, doivent prendre **connaissance de l'ensemble du C.C.T.P. et de ses annexes.**



## 4.2 - Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises (D.C.E.) :

Le dossier de consultation des entreprises **est disponible gratuitement sous format électronique à partir de la plateforme PLACE** (NOTA : Téléchargement à partir de la plateforme des Achats de l'Etat [PLACE] présente sur le site Internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> ) à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=673387&orgAcronyme=d3f>

### **INFORMATIONS IMPORTANTES A L'ATTENTION DES CANDIDATS**

L'attention des candidat est portée sur le fait que **toute entreprise qui se procure le D.C.E. par d'autres moyens que ceux énoncés ci-dessus** (par ex. : retrait directement auprès de l'établissement, du MOE ou du chargé d'opération, téléchargement à partir de sites Internet autres que [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) **le fait sous sa seule responsabilité** : en particulier, elle ne sera pas enregistrée dans le registre des retraits et, en conséquence, ne pourra être informée des modifications et/ou précisions apportées en cours de consultation (avec le risque de voir son offre écartée comme non-conforme). Il en va de même pour les entreprises qui téléchargent le D.C.E. à partir du site Internet [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sans s'être identifiées au préalable (téléchargement anonyme qui est possible, mais pas recommandé).

Les conditions d'utilisation du site Internet [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), ainsi que diverses aides et guide d'utilisation, sont disponibles à partir de l'adresse Internet suivante (<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?> et peuvent être transmise sur simple demande.

Le dossier de consultation des entreprises (D.C.E.) **pourra également être remis gratuitement à chaque candidat sur simple demande, sur un support électronique** (envoi courriel ou via lien de téléchargement).

NOTA : Il n'est pas prévu de remise sur support physique électronique (CD, DVD, USB, etc.).

**Cette demande doit être adressée par courrier, fax ou email, à l'attention de « Cellule Marchés Publics Immobiliers » aux coordonnées suivantes :**

♦ M Matthieu MAYENCE, service juridique de la Cellule Marchés Publics Immobiliers, Tel : 04.91.40.86.47 - Email : [matthieu.mayence@justice.fr](mailto:matthieu.mayence@justice.fr) (en son absence, Mme Messaouda ZAIDAT : [messaouda.zaidat@justice.fr](mailto:messaouda.zaidat@justice.fr) et Mme Emilie JULLIEN [emilie.jullien@justice.fr](mailto:emilie.jullien@justice.fr); à mettre systématiquement en copie pour toute demande par email)

- En l'absence de réponse sous 48h suite à une demande écrite, le candidat doit réitérer sa demande par l'envoi **d'un email** (Tel : 04.91.40.86.47 - Email : [matthieu.mayence@justice.fr](mailto:matthieu.mayence@justice.fr) + [emilie.jullien@justice.fr](mailto:emilie.jullien@justice.fr) + [messaouda.zaidat@justice.fr](mailto:messaouda.zaidat@justice.fr))

**IMPORTANT :** Cette demande devra faire apparaître clairement : « A l'attention de la Cellule Marchés Publics Immobiliers – Demande de D.C.E. » et indiquer l'intitulé de la consultation ainsi que les noms et coordonnées du demandeur, en particulier une adresse email.

## **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront **entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO**. Si les offres des concurrents sont rédigées en tout ou partie dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français des documents concernés.

### ***5.1 - Documents à produire***

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### ▪ **5.1-I : Pièces de la candidature :**

- Une **lettre de candidature** (selon formulaire DC1, fourni dans le D.C.E. et disponible à l'adresse Internet suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ou lettre de candidature équivalente) devra être dûment complétée par le candidat s'il se présente seul ou par **tous les membres** du groupement si le candidat se présente en groupement

- De plus, le candidat s'il se présente seul ou **chacun des membres** du groupement si le candidat se présente en groupement, devra produire une **déclaration** (selon formulaire DC2, fourni dans le D.C.E. et disponible à l'adresse Internet mentionnée ci-dessus ou déclaration équivalente) comportant les renseignements et formalités énoncés ci-dessous :

Les renseignements concernant **la situation juridique du candidat** tels que prévus à l'article L. 2142-1 du code de la Commande Publique :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la Commande Publique (NOTA : déclaration comprise dans le formulaire DC1 si utilisation de ce formulaire)
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à -11 du code du travail (NOTA : déclaration comprise dans le formulaire DC1 si utilisation de ce formulaire)

Les renseignements concernant **la capacité économique et financière du candidat** tels que prévus aux articles R. 2142-6 à R. 2142-12 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Les renseignements concernant **les références professionnelles et la capacité technique du candidat** tels que prévus aux articles R. 2142-13 et R. 2142-14 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat (joindre les CV ou indication de titres des principaux personnels qualifiés susceptibles de participer à la réalisation des prestations objet de la consultation)
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature
- Liste de travaux exécutés au cours des cinq (5) dernières années (avec indication du montant, de la date et du maître d'ouvrage pour lequel ils ont été exécutés en précisant s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin), appuyée le cas échéant d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes
- Les certificats de qualification et/ou qualité dont le candidat est titulaire.

### **Diverses précisions quant aux pièces de la candidature :**

✓ **Précisions concernant les certificats de qualification et/ou qualité demandés aux candidats**

✓ **Prise en considération des capacités d'autres opérateurs économiques :** Il est rappelé que, conformément aux articles R. 2142-3 et R. 2142-4 du Code de la Commande Publique « Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs ». Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques (en produisant les mêmes documents concernant ce ou ces opérateurs que ceux qui lui sont exigés par le présent avis de publicité) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public (preuve pouvant être apportée par tout moyen approprié).

✓ **Complément de dossier de candidature :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai fixé par la demande et qui ne saurait excéder 7 jours à compter de l'envoi de la demande (demande par fax, éventuellement doublé d'un email. NOTA : envoi aux coordonnées mentionnées en page 3 de l'acte d'engagement).

✓ **Précisions / D.U.M.E. :** Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (D.U.M.E.). Toutefois, pour la présente consultation, les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Les candidats utilisant le D.U.M.E. doivent donc joindre à celui-ci les documents et renseignements demandés par le présent avis de publicité au titre des capacités juridique, financière, technique et professionnelle.

✓ **Mise à disposition de document par voie électronique :** conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique "Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit".

Si un candidat souhaite utiliser cette possibilité de mise à disposition de documents et renseignements, il doit le faire apparaître expressément, avec toutes les informations nécessaires à la consultation de ces documents et renseignements, dans la déclaration de candidature (formulaire DC2 ou déclaration équivalente).

En revanche, le pouvoir adjudicateur n'accepte pas, en application de l'article R. 2143-14 du Code de la Commande Publique, que les candidats puissent ne pas fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation.

✓ **Pièces supplémentaires à produire par le candidat retenu :** De plus, le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra également produire les justifications exigibles au titre des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la Commande Publique (attestations fiscales et sociales, extrait Kbis, etc.). Le candidat peut produire ces pièces dans son dossier de candidature mais n'en a aucunement l'obligation. Si elles ne sont pas produites dans le dossier de candidature du candidat retenu, elles seront exigées conformément à l'article 6 du présent R.C.

## ▪ **5.1-II : Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** (A.E.) et le cas échéant ses annexes (annexes à renseigner en cas de co-traitance et/ou sous-traitance) ; acte d'engagement devant **impérativement être complété, daté et signé** par les représentants qualifiés des candidats ayant vocation à être titulaire du contrat
- **La décomposition du prix global et forfaitaire** (D.P.G.F. Établis selon le cadre de D.P.G.F. contenu au D.C.E.)
- **Un dossier technique** devant comporter les éléments suivants :
  - **Un mémoire technique** exposant les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations objet de la consultation. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. Ce mémoire devra également indiquer toutes les omissions, erreurs, imprécisions ou contradiction constatées dans les documents D.C.E. faute de quoi ces documents seront considérés comme accepté sans réserve. Ce document devra **répondre à chacun des critères et sous critères** énoncés à l'article 6.2 du présent R.C
  - **Les fiches techniques** correspondant aux principaux produits, matériaux et prestations proposés par le candidat
  - **Un planning prévisionnel de réalisation des travaux** (selon forme librement établie par chaque candidat, planning devant faire apparaître notamment, pour le lot concerné, le nombre d'hommes/jour et les différentes tâches à exécuter)
- **Le cas échéant, certificat de visite** (Rappel : visite recommandée mais non obligatoire, certificat établi selon le modèle fourni dans le D.C.E. ou équivalent)

**NOTA :** *Il n'est pas obligatoire d'inclure dans les pièces de l'offre les C.C.A.P. et C.C.T.P signés. La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations des C.C.A.P. et C.C.T.P., et plus largement de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises (D.C.E.), y compris de toutes les annexes au C.C.T.P. Il pourra être exigé du candidat retenu qu'il signe les C.C.A.P., C.C.T.P. ou autres pièces du D.C.E. avant notification du marché.*

**NOTA :** *Il est rappelé que les candidats doivent indiquer clairement dans leur offre les marques et références des matériels et produits proposés. Ces indications engagent les candidats ne pourront être modifiées après notification du marché (sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur sous réserve d'établir au minimum l'équivalence entre le produit initialement prévu et le produit de substitution proposé ; la substitution de produits ne donnera en aucun cas à plus value sur les prix du marché ; en revanche, s'il n'y a pas équivalence, une moins value pourra être appliquée). Il est expressément précisé que, pour chacun des lots, **le dossier technique (annexes comprises) du candidat retenu aura valeur contractuelle**. Pour les produits, fournitures et matériaux pour lesquels le candidat n'indique pas dans son offre les marques et les références, le maître d'ouvrage pourra exiger du titulaire du marché la mise en œuvre des produits, fournitures et matériaux qu'il estime les plus adaptés aux exigences du C.C.T.P. et de la sécurité pénitentiaire.*

**NOTA :** *L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 4.2 du cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.*

**IMPORTANT :** **Précisions / signature des pièces de la candidature et de l'offre :** l'attention des candidats est attiré sur le fait que certaines informations font état que la signature de la lettre de candidature (*formulaire DC1 ou équivalent*) et de l'acte d'engagement ne serait plus obligatoire (*voir par exemple le nouveau formulaire facultatif ATTR11 du MINEFI pour l'A.E. ou encore le nouveau formulaire DC1 du MINEFI qui ne comporte plus de rubrique pour la signature ; pour rappel, il s'agit de formulaires facultatifs, qui n'ont aucune valeur réglementaire*), ce qui est susceptible d'induire en erreur certains candidats. En effet, la nouvelle réglementation des marchés publics n'impose plus la signature de la lettre de candidature ou de l'A.E. Toutefois, les acheteurs, via l'avis de publicité et/ou le règlement de la consultation, ont la possibilité d'imposer une telle signature. C'est le cas pour la présente consultation s'agissant de l'A.E. : **les actes d'engagement doivent impérativement être signés** par une personne ayant qualité à représenter le candidat soumissionnaire.

## 5.2 - Variantes

### Les variantes sont admises. (cf 2.2.1 variantes)

## 5.3 – Produits, matériels ou matériaux

Les références à des **marques, types et/ou provenances de produits, matériels ou matériaux** qui peuvent être mentionnées dans une pièce du D.C.E., en particulier dans le C.C.T.P., sont données **à titre indicatif**. Elles permettent d'illustrer les exigences du Maître d'Ouvrage en matière de technicité, de performance, de qualité, de pérennité, de compatibilité et de fiabilité du produit, matériel ou matériau concerné.

Les candidats restent libres de proposer d'autres produits, matériels ou matériaux que ceux indiqués, pourvu qu'ils soient **équivalents** au regard des six (6) critères énoncés ci-dessus et que les normes régissant l'associativité des matériels entre eux soient respectées (matériels existants en particulier). Dans ce cas, le candidat concerné devra obligatoirement joindre à son offre les documents permettant de justifier l'équivalence des produits, matériels ou matériaux, sous peine de rejet de l'offre.

S'agissant des références à des normes et/ou labels qui peuvent être mentionnées dans une pièce du DCE, en particulier dans le C.C.T.P., il convient de se reporter aux dispositions du code de la commande publique, et notamment à ses articles R2111-11 à R2111-17.

## **Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

### **6.1 – Les critères intervenant pour la sélection des candidatures**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, en application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, s'il est constaté que des pièces de la candidature visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans le délai qui sera fixé.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les soumissionnaires qui entrent dans un des cas d'interdiction de soumissionner, qui ne produisent pas les pièces exigées, à l'exception de celles qui ne peuvent être exigées que du seul candidat pressenti attributaire, ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières pour exécuter les prestations concernées.

- Garantie et capacités techniques et financières
- Capacités professionnelles

Toute candidature ne présentant pas de capacités et garanties suffisantes au regard des caractéristiques du marché objet de la présente consultation sera éliminée en application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la Commande publique.

Pour les autres offres, le calcul s'effectuera à partir d'une formule à définir.

#### **6.2 – Les critères retenus pour le jugement des offres sont:**

<i>Libellé des critères</i>	<i>%</i>
1- Prix des prestations	50
2- Valeur technique	45
3- Délai	5

Le pouvoir adjudicateur examinera les offres des candidats pour établir un classement en affectant une note :

##### **➤ « Le prix des prestations », noté sur 50 :**

Critère apprécié au vu des prix mentionnés à l'article 2 de l'acte d'engagement. La note maximale sera attribuée à l'offre comportant le prix le moins élevé (*offre « moins-disante »*), sous réserves du traitement des offres anormalement basses en application des dispositions des articles R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique.

##### **La note de prix sera calculée par la formule suivante sur 50 points:**

Note candidat = 50 x (montant offre moins-disante / montant offre du candidat)<sup>2</sup>.

La note obtenue est arrondie à 2 décimales, soit par excès lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, et par défaut lorsque la 3ème décimale est inférieure à 5.

##### **➤ « la valeur technique », notée sur 45 :**

Critère apprécié au regard du dossier technique de chaque candidat en fonction des sous-critères suivants :

- **Organisation et méthodologie proposées** pour la réalisation de la prestation ; sous critère noté sur **35** au regard des éléments suivants :
  - Organisation et méthodologie proposées **quant aux moyens humains** (*notamment organisation générale, composition de l'équipe, qualification et expérience des membres de l'équipe proposée, en particulier de l'encadrement*) **et aux moyens matériels** (*notamment moyens logistiques et matériels spécifiquement affectés au chantier*) qui seront mis en œuvre pour l'exécution des travaux ; **sous-critère noté sur 15.**
  - Organisation et méthodologie proposées quant aux mesures de protection de l'environnement (*naturel et humain au sein et autour du chantier*), de l'hygiène et sécurité, quant à la gestion des déchets et de la propreté du chantier, et quant à la gestion de l'accessibilité, de l'approvisionnement et des moyens de levage ; **sous-critère noté sur 5;**



- Dispositions particulières quant aux modalités d'exécution (notamment en milieu carcéral et les mesures prévues pour limiter les nuisances du chantier et toutes interactions avec la population carcérale) / enchaînement des tâches nécessaires au déroulement du chantier (*notamment définition des modes d'exécution, identification des étapes importantes, précisions techniques nécessaires à la compréhension de l'offre, mesures et/ou méthodologie particulières*), **sous-critère noté sur 15.**

- **La qualité des produits et matériaux qui seront mis en œuvre pour la réalisation des travaux** (*élément appréciée au regard des caractéristiques et performances des produits et matériaux proposés ainsi que des garanties particulières pouvant être proposées sur certains produits / installations [garanties proposées excédant les garanties prévues au C.C.A.P. et au C.C.T.P., en précisant leur durée, leur champ et leur modalités d'application]*) ; **sous-critère noté sur 10.**

#### ➤ « Le délai », noté sur 5 :

Le délai est indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement par le candidat. **La note de prix sera calculée par la formule suivante sur 5 points :**

Note « délai » = 5 x (délai le plus court proposé / délai de l'entreprise).

Pour chacun de ces sous-critères, la note variera selon que les éléments présentés sont jugés : très satisfaisants (*note maximale*), satisfaisants (*3/4 de la note maximale*), moyennement satisfaisants (*1/2 de la note maximale*), peu satisfaisants (*1/4 de la note maximale*), ou insatisfaisant ou hors sujet/absents (*note minimale*). Lorsque des erreurs, imprécisions ou ambiguïtés subsistent, la note est diminuée de 12,5% de la note maximale.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-dessus, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le Représentant du Pouvoir Adjudicataire.

Elle sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les justifications et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et de R2144-1 à Article R2144-7 relatif aux marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

### **6.3 – Fin de la procédure**

À tout moment, l'acheteur pourra ne pas donner suite à la procédure conformément à l'article R2185-1 du Code de la commande publique.

Les offres régulières, acceptables et appropriées sont classées en application des critères et selon la méthode d'évaluation décrits à l'article 6.2.

Le candidat dont l'offre est classée première est pressenti pour être attributaire du marché. Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

Conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira les justificatifs, certificats et attestations lui permettant de justifier qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner listés à l'article 2.7 du présent règlement de consultation. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 15 jours.

Il lui sera également demandé à cette occasion les preuves d'assurance requises pour cette mission.

Parmi les pièces demandées se trouveront, pour chaque opérateur économique membre de l'attributaire, de nouveau les pièces attendues et listées au §6.1 du présent règlement de consultation, éventuellement mises à jour, ainsi que :

- L'attestation d'assurance décennale.

Il sera possible, en cas d'accord du candidat retenu, de procéder à une mise au point du marché avant sa signature.

## **Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### **7.2 – Transmission électronique**

**Les plis doivent être adressés par voie électronique, à partir de la plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE ; site Internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=673387&orgAcronyme=d3f>

**Précisions en cas d'utilisation de la plate-forme « marches-publics.gouv.fr » :**

*S'agissant d'une consultation MAPA, le choix est laissé les candidats déposant une offre par voie électronique de signer électroniquement leur offre (signature électronique respectant les exigences énoncées ci-après) ou bien de transmettre des documents avec signature manuscrite scannée. Dans ce dernier cas, pour le candidat retenu, il pourra être exigé la transmission de l'original signé de l'acte d'engagement.*

*Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.*

*Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.*

*Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichier unique comportant les pièces de la candidature et les pièces de l'offre).*

*Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.*

*Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».*

*Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Documents compatibles à 100% avec l'une des suites de logiciel Microsoft Office ou Open Office ou Acrobat Reader ou avec le logiciel Autocad version 2010.*

*S'agissant des modalités de signature électronique, celles-ci doivent être conformes aux modalités prévues par l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics et qui sont rappelées en annexe au présent règlement de la consultation. Il est précisé que le candidat doit apposer sa signature électronique sur chacun des documents pour lesquels une signature manuscrite est exigée pour un pli au format papier (c'est-à-dire en particulier, l'acte d'engagement). NOTA : une signature électronique apposée sur un fichier « zip » n'est pas suffisante : la signature électronique d'un fichier « zip » ne vaut pas signature électronique de l'ensemble des documents contenus dans ce fichier.*

*Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.*

*Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.*

*Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.*

*NOTA : Les conditions d'utilisation du site Internet [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), ainsi que diverses aides et guide d'utilisation, sont disponibles à partir de l'adresse Internet suivante (<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseHome>) et peuvent être transmises sur simple demande.*



**IMPORTANT :** Il est recommandé aux candidats de tester suffisamment à l'avance la configuration de leur matériel informatique. En effet, la plupart des difficultés rencontrées dans l'utilisation de la plate-forme viennent du fait que le ou les postes informatiques utilisés ne répondent pas totalement aux pré-requis de la plate-forme. A ce titre, la plate-forme comporte une rubrique « tester la configuration de mon poste » (dans l'onglet « se préparer à répondre ») ainsi qu'une rubrique « outils informatiques » (dans l'onglet « aide », rubrique permettant d'effectuer les mises à jour logicielles nécessaires). Il est également recommandé aux candidats de tenir compte du délai de transmission de leur pli (lequel peut être variable en fonction de la taille du pli, du débit de la connexion internet utilisée ou encore de la fréquentation de la plateforme, etc. Or, ce qui compte pour la recevabilité du pli, c'est le moment auquel il a été transmis intégralement, pas le moment de début de la transmission) et de prendre leurs dispositions suffisamment à l'avance.

### 7.1 – Transmission sous support papier

**RAPPEL :** En vertu de l'article R2132-7 du code de la commande publique, les plis papiers ne sont plus acceptés depuis le 1er octobre 2018.

Pour les candidats qui souhaitent transmettre une copie de sauvegarde au format papier, celle-ci devra être transmise selon les modalités suivantes : transmission du **pli cacheté** portant les mentions :

**Offre pour : TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES POTEAUX EXISTANTS ET CREATION D'UN BARDAGE DES COURS DE PROMENADES A, B1, B2 ET C DE LA MAISON D'ARRET DE GRASSE**

**Dossier Marchés publics / COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR**

Ce pli (pli sous enveloppe extérieure unique et cachetée avec mentions ci-dessus) doit contenir (dans une ou plusieurs enveloppes intérieures ; à l'appréciation des candidats) les pièces définies dans le présent document (voir article 5 du présent R.C.) et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**DISP SUD-EST**  
**DAI / Cellule marchés publics immobiliers**  
**4, Traverse de Rabat - B.P. 121**  
**13277 MARSEILLE Cedex 9**

*(dans les plages horaires 9h00-12h / 14h-16h30, du lundi au vendredi; remise des plis auprès de M Mayence, ou en son absence, du secrétariat DAI. Pour l'accès à la DISP, voir le plan d'accès en dernière page du présent R.C.)*

## **Article 8 : Renseignements complémentaires**

### 8.1 - Demande de renseignements ou de documents

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours (jours calendaires) avant la date limite** de réception des offres, une **demande écrite** (email ; il ne sera répondu à aucune demande verbale ou qui ne respecterait pas les exigences du présent R.C.) à :

<p><b>Renseignement(s) administratif(s) :</b>  <b>DISP SUD EST / DAI</b>  <b>A l'attention de la Cellule Marchés Publics Immobiliers</b></p> <p><b>M Matthieu MAYENCE</b>  <i>(Responsable du service juridique, Cellule Marchés Publics Immobiliers)</i>  Tél 04.91.40.86.47, Courriel : <a href="mailto:matthieu.mayence@justice.fr">matthieu.mayence@justice.fr</a></p> <p>En son absence, <b>Mme Emilie JULLIEN</b> tel 04 91 40 86 33  <a href="mailto:emilie.jullien@justice.fr">emilie.jullien@justice.fr</a></p> <p><b>Mme ZAIDAT Messaouda</b> (Tél. 04.91.40.86.18 ; Fax : 04.91.40.84.82 ; courriel : <a href="mailto:messaouda.zaidat@justice.fr">messaouda.zaidat@justice.fr</a>) ;</p> <p><i>(en cas d'envoi courriel, mettre impérativement en copie <a href="mailto:messaouda.zaidat@justice.fr">messaouda.zaidat@justice.fr</a> et <a href="mailto:emilie.jullien@justice.fr">emilie.jullien@justice.fr</a> ainsi que les référents techniques : <a href="mailto:philippe.menelli@justice.fr">philippe.menelli@justice.fr</a> + <a href="mailto:mounem.saies@justice.fr">mounem.saies@justice.fr</a>).</i></p> <p>Fax : 04.91.40.84.82  <b>NOTA : Pour les demandes de D.C.E, se référer aux modalités prévues à l'article 4.2 du présent RC</b></p>	<p><b>Renseignement(s) technique(s) :</b>  <b>DISP SUD EST / DAI</b>  <b>à l'attention de l'Unité Opérations</b></p> <p><b>Philippe MENELLI</b>, <i>chargé d'opérations immobilières, unité opérations DAI</i> (Port. : 06 86 88 97 68– Courriel : <a href="mailto:philippe.menelli@justice.fr">philippe.menelli@justice.fr</a>)</p> <p>En son absence, <b>M. SAIES Mounem</b> (Courriel : <a href="mailto:mounem.saies@justice.fr">mounem.saies@justice.fr</a>) Tel : 04.91.40.88.25</p> <p>(en cas d'envoi courriel, mettre impérativement en copie le référent administratif : <a href="mailto:matthieu.mayence@justice.fr">matthieu.mayence@justice.fr</a>)</p> <p>Fax : 04.91.40.84.82</p>
---	---

Ou par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=673387&orgAcronyme=d3f>

Une **réponse sera alors adressée, par écrit** (par email et/ou fax et/ou via la plateforme PLACE aux coordonnées indiquées lors du retrait du D.C.E.), à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 7 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## 8.2 - Documents complémentaires

Pour des raisons tenant à la sécurité pénitentiaire, **l'annexe 1 du C.C.T.P.** n'est pas contenue dans le D.C.E. tel que mis à disposition sur simple demande ou par téléchargement à partir de la plate-forme PLACE. Elle sera **communiquée aux candidats qui en feront spécifiquement la demande et seront également consultables lors de la visite sur site** (voir article 4.1 et 4.2 ci-dessus).

## 8.3 – Modification de détails du D.C.E.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail (*modifications non substantielles*) aux documents de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 8.4 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

**Des visites sur site avant remise des plis sont organisées. Ces visites sur sites ne sont pas obligatoires (l'absence de visite n'est pas éliminatoire), mais sont très fortement recommandées.**

La visite devra donner lieu à la signature d'une attestation de visite (modèle fourni dans le D.C.E. ou équivalent).

Cette visite détaillée doit permettre au candidat de prendre connaissance de la nature et la destination des espaces / locaux et réseaux concernés, des contraintes inhérentes à la sécurité pénitentiaire, des dimensions, quantitatifs, localisations, etc. et tout autre éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations objet du présent marché (les dimensions, localisations, quantités mentionnées au C.C.T.P. sont données à titre indicatif ; il appartient au candidat de les vérifier lors de la visite et d'informer le maître d'ouvrage, au plus tard lors de la remise des offres, des différences ou erreurs qu'il aurait pu constater).

En particulier, cette visite doit permettre au candidat de **vérifier l'étendue des prestations objet du marché ainsi que les conditions d'intervention** (notamment en ce qui concerne les conditions d'accès aux engins de chantier, aux personnes et installations de chantier).

Si un candidat renonce à réaliser la visite, il le fait sous sa seule responsabilité et, en particulier, il ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une méconnaissance d'éléments constatables sur site ou de l'imprécision des pièces du marché (les dimensions, localisations, ... mentionnées au C.C.T.P. sont données à titre indicatif, il appartient au prestataire de les vérifier lors de la visite).

*NOTA : Il est recommandé aux candidats d'apporter, lors de la visite sur site, les pièces écrites du D.C.E.*

**Des visites sur site sont organisées au sein de l'établissement. Le 13 et 14 janvier 2021 de 9h00 à 14h00**

Afin de pouvoir effectuer une visite sur site et obtenir une autorisation d'accès à l'établissement (autorisation indispensable à la réalisation de la visite), le candidat doit adresser **une demande de visite écrite**, accompagnée d'une **copie (lisible) recto/verso d'une pièce d'identité de la ou les personnes devant effectuer la visite**, adressée **au moins 72 heures (jours ouvrés) avant la date envisagée pour la visite** :

- **Soit par courriel** (*demande et CNI recto-verso scannées*) adressé au **secrétariat de l'établissement** [sec.magrassse@justice.fr](mailto:sec.magrassse@justice.fr) + [francois.gilliot@justice.fr](mailto:francois.gilliot@justice.fr) + [xavier.villeroy@justice.fr](mailto:xavier.villeroy@justice.fr)) en mettant impérativement en copie les **agents intéressés de la DISP** [philippe.menelli@justice.fr](mailto:philippe.menelli@justice.fr) + [mounem.saies@justice.fr](mailto:mounem.saies@justice.fr) + [matthieu.mayence@justice.fr](mailto:matthieu.mayence@justice.fr) + [emilie.jullien@justice.fr](mailto:emilie.jullien@justice.fr) + [messaouda.zaida@justice.fr](mailto:messaouda.zaida@justice.fr) ).

- **Soit par fax** adressé à l'attention du **secrétariat de l'établissement** (Fax : 04.95.36.09.72), en envoyant impérativement une copie aux **agents intéressés de la DISP** (voir courriel ci-dessous).

Pour déterminer les modalités exactes de la visite (*heure précise du RDV, modalités pratiques, etc.*), il convient de **contacter Philippe MENELLI**

**NOTA** : Contact dans les plages horaires suivantes : 9h00-12h / 14h00-17h00 du lundi au vendredi hors jour férié).